David MANDEL (1947 -)

Professeur titulaire, département de science politique, UQÀM

(11 septembre 2007)

**“Intervention au panel du FSQ
sur l’unité des mouvements sociaux.**

La base d’une éventuelle unité: un projet de transformation sociale partagé.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

David MANDEL

“Intervention au panel du FSQ sur l'unité des mouvements sociaux. La base d'une éventuelle unité : un projet de transformation sociale partagé”.

Intervention au premier Forum social québécois tenu à Montréal, les 23 au 26 août 2007. *Presse-toi à Gauche !* mardi, le 11 septembre 2007.

M Mandel, politologue, professeur titulaire au département de science politique de l'UQÀM, nous a accordé le 1^{er} novembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement le texte de cette conférence.

Courriel : mandel.mark-david@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 30 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

David Mandel (2007)

“Intervention au panel du FSQ sur l’unité des mouvements sociaux. La base d’une éventuelle unité:
un projet de transformation sociale partagé”

Intervention au premier Forum social québécois tenu à Montréal, les 23 au 26 août 2007. *Presse-toi à Gauche !* mardi, le 11 septembre 2007.

David MANDEL

“Intervention au panel du FSQ sur l’unité des mouvements sociaux. La base d’une éventuelle unité : un projet de transformation sociale partagé”.

Intervention au premier Forum social québécois tenu à Montréal, les 23 au 26 août 2007. *Presse-toi à Gauche !* mardi, le 11 septembre 2007.

<http://www.pressegauche.org/spip.php?article851>

L’idée principale que je veux développer par rapport au thème de l’atelier — « la nécessaire unité des mouvements sociaux dans la lutte contre la montée de la droite au Québec » — est que cette unité n’est possible que sur la base d’un projet de transformation sociale partagé par les mouvements et par de larges couches des classes populaires.

Tant que les luttes sociales restent défensives – et c’est le cas normal quand les revendications immédiates ne font pas partie d’une stratégie de transformation sociale – ce sera la logique de groupe, une logique corporatiste, qui dominera les mouvements sociaux. Cette logique est imposée par le fonctionnement même du capitalisme qui met les travailleurs et les travailleuses en compétition les uns avec les autres. Et cela est d’autant plus le cas dans une période, comme celle d’aujourd’hui, où la bourgeoisie et son État sont partis en offensive contre les gains sociaux et politiques du passé.

On a chaque jour des exemples de cette logique corporatiste des mouvements sociaux. Ainsi, la réponse de la FTQ à la crise du secteur du bois est de demander l’intervention gouvernementale pour réduire les coûts de la production afin de rendre les entreprises du secteur plus concurrentielles. Il s’agit en pratique d’une subvention aux entreprises, dans l’espoir que cela sauvera des emplois. Pourtant, la demande

de la FTQ n'inclut pas, et ne peut vraiment pas inclure, des garanties d'emploi de la part des entreprises.

Il n'est pas difficile d'imaginer la réaction des autres secteurs des classes populaires à cette demande. Eux aussi connaissent la précarité des emplois tout en regardant se détériorer les services publics sous le prétexte que gouvernement n'a plus de moyens. Dans une telle situation, il est assez naturel de considérer que la satisfaction de la demande de subventionner l'industrie de bois serait faite aux dépens de la majorité des travailleurs qui ne sont pas touchés par la crise de ce secteur. La position de la FTQ ne peut donc pas susciter une réponse solidaire auprès des autres mouvements sociaux ni du public en général.

Les TCA, le Syndicat des travailleurs et des travailleuses de l'automobile, longtemps identifié à l'aile gauche du mouvement syndical, s'est réduit également ces dernières années à demander, de concert avec les patrons, des subventions pour les entreprises de construction d'automobiles, même quand celles-ci sont hautement rentables. Le syndicat s'oppose également à l'adoption de réglementations environnementales trop strictes qui nuiraient à la compétitivité des entreprises. Encore une fois, c'est évident qu'une telle position ne peut susciter une réponse solidaire de la part des autres syndicats et des mouvements sociaux.

Pourtant, il y a l'expérience récente du pacte d'auto, aujourd'hui supprimé par décision de l'OMC – mondialisation oblige – qui aurait pu inspirer les TCA. Sous ce pacte, conclu entre le Canada et les E-U durant les années 1960, les multinationales américaines de l'automobile étaient obligées à produire au Canada autant de véhicules qu'elles y vendaient. En d'autres mots, la responsabilité sociale des entreprises envers les communautés d'où elles tiraient leurs profits était officiellement reconnue. Mais aujourd'hui cette politique est déclarée « irréaliste » par les gouvernements et par la bourgeoisie, et les TCAs se plient à ce jugement.

La soumission à la logique de la compétitivité, le renoncement à toute stratégie de transformation sociale, est à la base de la faiblesse du mouvement syndical face à l'offensive patronale et gouvernementale. La population, non sans raison, ne voit plus dans les syndicats un moteur du progrès social. Elle les voit (avec ou sans raison) plutôt comme des défenseurs de privilèges de groupes. L'absence d'une vision stratégique est également à la base de la désunion syndicale face à l'offensive gouvernementale. Les centrales pointent le doigt les unes envers les autres, mais dans les faits chacune se limite à défendre ses propres intérêts organisationnels et sectoriels aux dépens des intérêts de l'ensemble de la classe des salariés.

La situation n'est pas différente en ce qui concerne les autres mouvements sociaux qui se limitent à des luttes défensives et au lobbying. Là aussi, il manque de vision stratégique. Dans les cas des groupes qui luttent contre la pauvreté, cette attitude facilite le travail des forces droitières qui cherchent à dresser la dite « classe moyenne », qui assume de plus en plus du fardeau fiscal tout en recevant de moins en moins en services publiques, contre les pauvres. En fait, les deux groupes font partie de la même classe ouvrière, mais l'absence d'un projet de société alternative empêche l'élaboration de campagnes qui pourraient susciter la solidarité entre les différentes parties de cette classe.

Si regarde du côté du mouvement étudiant, on constate que de ses diverses organisations, seule l'ASSEE cherche l'unité avec les autres mouvements sociaux, notamment avec le mouvement ouvrier, qui, malheureusement ne répond pas, à part quelques gestes plutôt symboliques. La volonté d'unité de l'ASSEE découle naturellement de sa vision stratégique de transformation sociale, vision qui manque totalement à la FEUQ et à la FECQ. C'est pour cette raison que l'unité de ces dernières avec l'ASSEE, sauf sur des questions de tactiques ponctuelles et limitées, n'est pas possible. L'unité n'est même pas souhai-

table, si cela doit se faire aux dépens de la vision stratégique de l'ASSEE.

La grande question est évidemment comment réorienter les mouvements populaires en faveur d'un projet stratégique de transformation sociale. La réponse est loin d'être évidente. Quand le rapport de force est si défavorable aux classes populaires, tout projet de transformation radicale paraît irréaliste. C'est un cercle magique : la faiblesse des mouvements populaires encourage la soumission à la logique capitaliste au nom du réalisme, et la soumission à la logique capitaliste condamne les mouvements sociaux à la faiblesse.

Il n'y a pas de formules magiques pour sortir de ce dilemme. Mais il est clair que dans la recherche d'une issue, un parti de gauche porteur d'un projet de société alternative a un rôle important à jouer. Le rôle de ce parti est d'élaborer, en s'appuyant sur les problématiques et les expériences des mouvements sociaux, un projet de transformation sociale radicale et de promouvoir au sein mouvements sociaux une pensée stratégique qui s'inspire de ce projet.

Il n'est pas question de donner des leçons aux mouvements sociaux. Il s'agit plutôt de créer des espaces pour que les membres du parti qui militent dans les différents mouvements sociaux puissent échanger des expériences et des idées et élaborer des positions qui s'inspire du programme du parti. Ils doivent ensuite défendre ces positions dans leurs organisations respectives. Cela doit se faire évidemment d'une manière respectueuse de l'autonomie et de l'identité propre des mouvements.

Il est évident qu'un tel parti ne peut pas se limiter à l'activité électoraliste. Une orientation électoraliste, qui caractérise les partis sociaux-démocrates, comme le NPD, pousse constamment vers le centre politique. Et de nos jours ce centre est de plus en plus à droite. Sans nier l'intérêt d'élire des députés, les campagnes électorales doivent servir surtout à élargir les termes du débat public, à populariser des

revendications qui remettent en cause la logique capitaliste et qui laissent entrevoir une société différente, démocratique et solidaire.

Il s'agit évidemment du fameux « parti des urnes et de la rue » comme se déclare QS, sans qu'il le soit vraiment. C'est le grand défi devant l'aile gauche du parti – de faire du slogan une réalité. La base du parti semble ouverte à une telle conception, mais il reste un grand travail d'éducation à faire. Il faut forcer le débat sur cette question.

L'autre défi, encore plus redoutable, est d'élaborer des revendications qui, tout en s'inspirant d'une stratégie de transformation sociale, paraissent réelles et justes au monde et sont capables de gagner dans l'immédiat et d'apporter des améliorations réelles. Cela ne donne rien de déclarer dans les forums sociaux qu'un autre monde est possible. Ce n'est que la confiance qui vient de victoires concrètes qui crée un terrain social réceptif à un projet de transformation sociale, à une stratégie d'offensif populaire.

Ces défis sont de tailles. Mais ne pas les relever condamnent les mouvements sociaux à des luttes défensives. Et les luttes défensives ont peu de chance aujourd'hui à réussir. Au mieux, elles peuvent ralentir l'offensive de la bourgeoisie et de son État. C'est eux qui garderont toujours l'initiative et qui détermineront l'ordre de jour. Il nous faut passer à l'offensive. C'est la condition de l'unification des luttes. Mais pour cela, il faut une stratégie et un projet de société.

Fin du texte